

cienne idée du Nouveau parti démocratique au sujet d'une Commission de révision des prix. Fait intéressant à noter, la motion qu'on nous demande d'adopter ne recommande aucun pouvoir véritable à l'intention de la Commission de révision, mais le député de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis) signale que la Commission devrait avoir le pouvoir de réduire les prix et d'imposer ce qu'elle considère comme l'intérêt du consommateur et du producteur.

Je ne vois pas pourquoi l'honorable représentante voudrait s'associer à une Commission de révision des prix qui ne donnerait pas les résultats auxquels elle s'attend. La représentante et son parti préconisent une solution beaucoup plus rigoureuse que celle de notre parti, qui propose d'abord un blocage de 90 jours, tandis que les gouvernements aux niveaux provincial et fédéral, mettraient au point un programme concret dans le cadre d'une formule générale de libre marché pour aborder le problème.

On ne peut éluder le fait qu'il s'agit d'un problème économique. On peut faire un économiste avec pratiquement n'importe qui ou n'importe quoi, a-t-on dit. L'autre jour encore, j'entendais déclarer que la meilleure façon de transformer un perroquet en économiste est de lui enseigner les mots «offre et demande». Assurément, le véritable problème au sujet de l'alimentation au Canada aujourd'hui est celui de l'approvisionnement. A son tour, le problème de l'approvisionnement provient du fait que nous faisons partie d'une économie mondiale—et le monde manque désespérément de produits alimentaires. Il est décourageant que, depuis un an ou deux, nous soyons devenus de nets importateurs de produits agricoles. A une certaine époque, nous nous enorgueillissions d'être les pourvoyeurs du monde et, sans difficulté, de produire aussi suffisamment pour nous-mêmes. A présent, nous sommes de nets importateurs de produits alimentaires. De ce fait, nous sommes à la merci des marchés mondiaux. Je crois que vous l'admettez comme moi, monsieur l'Orateur, la solution de ce problème dépend d'approvisionnements accrus.

• (2120)

Nous n'entendons pas le Nouveau parti démocratique ou le parti libéral préconiser des mesures qui augmenteraient les approvisionnements alimentaires. De fait, on se remémorera l'exemple classique du ministre de la Justice (M. Lang) présentant l'infâme programme de réduction des emblavures—dit programme LIFT—dans les Prairies, en vertu duquel le contribuable canadien payait effectivement les céréaliculteurs pour qu'ils ne cultivent pas de grains. Cela se passait il y a moins de trois ans. Le dernier contrat de vente de blé à la Russie, annoncé cette semaine, va nous retirer jusqu'au dernier grain de blé. Je me demande donc ce qu'il adviendrait en cas de conditions météorologiques défavorables. Cela s'est déjà produit. En cas de malchance, nous finirions peut-être par racheter à des prix plus élevés une partie de notre blé. Si le temps s'y prête, il est indiscutable que nos cultivateurs pourront produire les quantités de blé qui nous sont actuellement nécessaires et nous permettre également d'effectuer d'autres ventes.

Fondamentalement, nous demandons au gouvernement d'adopter des politiques courageuses et efficaces dans la lutte contre la faim dans le monde. Personne ne peut nier qu'une pénurie mondiale de denrées alimentaires sévit. Si nous pouvons parvenir à une production excédentaire, si possible de denrées que nous sommes capables de produire, nous réduirons la demande au Canada et les prix

tomberont. Comme répercussion heureuse, nous serions en mesure d'acquérir les devises étrangères dont nous avons tant besoin et d'accroître notre prospérité générale en transmettant les bénéfices réalisés par notre commerce extérieur à nos industries et autres secteurs économiques.

Le gouvernement s'extasie devant l'idée inspirée par le NPD que la gestion de l'offre devrait être appliquée à notre agriculture. Au cours de la législature précédente, on a passé un temps considérable à débattre la mesure inepte qu'est le bill C-176 dont le résultat aurait été de limiter notre offre en denrées alimentaires. Le moment est venu de rappeler à nouveau le fait suivant aux députés: pour faire tomber les prix, nous devons augmenter l'offre.

Le principe NPD veut des unités de production sans cesse plus importantes. Elles n'aboutiront à rien. Je suis personnellement convaincu que nous pourrions y parvenir plus efficacement en encourageant les petits producteurs à produire. L'effet cumulatif de leur production nous fournira au meilleur prix le volume de produits dont nous avons besoin. Nous ne voulons plus la prolongation de restrictions accrues en matière de classification et d'inspection de nos produits. Nous sommes tous trop au courant de la disparition des petits abattoirs et des installations de traitement de la viande éparpillées dans le pays qui ont été remplacés par de grands abattoirs et des usines de conditionnement employant un personnel sans cesse décroissant. Cette situation convient peut-être parfaitement au Nouveau parti démocratique et à ses amis des syndicats, étant donné que cela leur permet de syndiquer plus facilement les personnes qui s'occupent de ces produits et qui veulent exiger des salaires toujours supérieurs.

Comme l'a fait remarquer mon honorable ami de St. Paul's (M. Atkey), aucun des députés qui ont participé à ce débat jusqu'ici n'est prêt à dire que l'industrie de la transformation et de la distribution des denrées alimentaires, qui fait surtout appel à la main-d'œuvre, a contribué à augmenter les prix. Bien entendu, la situation dans le monde joue un grand rôle dans cette question. Cependant, lorsque l'on voit qu'un coupeur de viande, dans un supermarché gagne plus de \$5 de l'heure dans de nombreuses régions de notre pays, on commence à comprendre pourquoi le prix de la viande augmente. Je pense que si nous voulons maintenir une sorte de plafond dans ce secteur de notre économie, nous devrions encourager la création d'un plus grand nombre d'installations, plus petites, de traitement de la viande et d'autres denrées dans notre pays.

Sans aucun doute, nous ne désirons pas augmenter le travail des offices de commercialisation, dont la seule ambition est de restreindre l'offre afin de faire monter les prix. Nous voulons des politiques qui permettent aux producteurs d'être efficaces et de produire les plus grandes quantités possible afin d'obtenir un revenu maximum. Ils ne devraient pas obtenir un revenu maximum en diminuant la production, car, en fin de compte, personne n'en profitera et les réserves de denrées alimentaires seront moins importantes. Nous avons vu par le passé que des politiques semblables ont entraîné une énorme compression du prix de revient, dont ont souffert les agriculteurs. Les prix, jusqu'à tout récemment, restaient stables. En même temps, le prix que doit payer l'agriculteur pour tout ce qu'il emploie a augmenté de façon surprenante. Le fait qu'il puisse poursuivre ses activités, à mon avis, est une preuve importante de la résistance et de l'efficacité de l'agriculteur moyen.